



Syndicat Unitaire des Personnels des Administrations Parisiennes

6 rue Pierre Ginier 75018 Paris / tél.: 01 44 70 12 80 / mail : syndicat.supap-fsu@paris.fr

LA FSU TERRITORIALE **PARIS**

Un PEDT « tout nouveau, tout beau » ou le dernier né du colosse aux pieds d'argile !

Tout nouveau tout beau ! eh non ! il ne s'agit pas du Beaujolais, quoiqu'un peu d'ivresse eût été bonne pour le moral en ces temps difficiles...Il s'agit du **PEDT** (projet éducatif de territoire) et de sa présentation sur intranet, assurément une note d'humour, une sorte de second degré pour qui sait lire entre les lignes. Ce projet dispose de 5 années pour faire ses preuves. Nous pourrions lui souhaiter bonne chance et de belles réussites si nous ne connaissions le contexte fort dégradé dans lequel il s'inscrit !

Projet ambitieux qui, à sa lecture nous introduit dans une pensée de l'animation exigeante et prometteuse. Malheureusement il relève d'une illusion bien délétère pour qui appréhende au quotidien et depuis fort longtemps déjà la réalité du terrain ! Nous avons d'emblée émis des doutes sur les moyens nécessaires à son application. Certes des consultations et concertations ont étayé sa conception mais cela suffira-t-il à lui faire franchir le seuil des écoles ? Peut-être ici et là quelques actions vitrines mobiliseront quelques bonnes volontés et la chaîne hiérarchique prompte à répondre présente et montrer patte blanche ! Mais dans l'écrasante majorité des écoles le rendez-vous sera impossible, décourageant voire source de colère.

Pourtant des éléments d'analyse présents depuis longtemps comme autant de signaux d'alerte sont sciemment ignorés par celles et ceux qui décident, réduisant la politique éducative de la Ville à une bien-pensance dérisoire.

Sur le terrain en permanence :

De la précarité

- 22 000 agent.es à la DASCO dont **11 000 vacataires** !
- **Plus de 1 600 « faux vacataires » qui travaillent plus qu'un mi-temps depuis trop longtemps et n'obtiennent jamais de contractualisation, chiffres en augmentation constante...**et ce, alors que d'années en années le nombre d'AAAS titulaires diminue mécaniquement !
- Des centaines de contractuel.les avec des quotités ne permettant pas une rémunération décente et la quasi impossibilité d'obtenir mieux !

De la pénibilité, de l'usure, une absence de considération endémique

- **Une incomplétude récurrente des équipes** qui épuise les personnels, oblige en permanence à combler les manques par du travail supplémentaire souvent hors temps rémunéré !
- Des brigades de remplacement largement sous dimensionnées pour les **ASEM** et les **ATE** !
- Aucune brigade de remplacement de titulaires **AAAS** ! Et plus de vacataires dans les « viviers » comme dit la DASCO !

- **La question de l'hygiène en maternelle** toujours prégnante sur le terrain mais passée par pertes et profits par l'élite pensante ! Alors qu'une extension de contrat pour les **AREM** était une solution et aurait permis de la déprécarisation de ces collègues !
- Les **ASEM** réquisitionné.es pour un temps de loge durant l'interclasse alors qu'elles sont sur des postes d'animation et l'impossibilité de les remplacer !

Un déni caractérisé des besoins

- **65 REV de catégorie B manquants** et un concours toujours sous dimensionné alors que les besoins sont facilement identifiables et prévisibles !
- **194 suppléants de REV manquants**, faute d'attractivité !
- **45 Espaces Lecture sans référent.es** ! Des Espaces Lecture avec agent.es vacataires ou non formé.es ! Là aussi faute d'attractivité et de valorisation des compétences ! Nous en sommes toujours à 34 euros brut de prime mensuelle !
- **39% d'animateurs.trices en possession du brevet prévu pour la pratique occasionnelle de l'animation**, le BAFA, alors qu'il en faudrait 80%...pour simplement respecter la législation !

Une absence de reconnaissance et de valorisation

- Des **ASEM** qui perçoivent pour les TAP une prime (41 euros) inférieure à celle des AAAS (79 euros). Pourquoi ? On attend encore l'argumentaire de l'administration !
- **Une absence de progression de carrière au titre de l'expertise reconnue comme responsabilité éducative** ! (Centres de ressources Centraux, Espaces Petite Enfance, Espaces Lecture...)
- Et maintenant une nouvelle fausse bonne idée : à savoir la mutualisation des compétences ! Pas de reconnaissance salariale des compétences pour les agent.es mais une demande de mutualisation au titre du service public ! Nos compétences si ça les arrange, quand ça les arrange !
- **Les formations diplômantes en permanence dans le rôle de l'Arlésienne** !
- Des **UGD** pressurisé.es et en sous-effectif chronique, qui voient leurs tâches sans cesse s'alourdir sans contreparties.

Oui la DASCO est un colosse aux pieds d'argile !

Avec la reprise économique actuelle la faible attractivité des postes de vacation (payés au SMIC quand la Ville daigne respecter la loi !) s'est vu remise aux oubliettes et le nombre de postes non pourvus a explosé ! **Lors de cette rentrée scolaire les personnels ont subi de plein fouet non pas une crise contextuelle mais bien structurelle, crise due aux choix économiques irresponsables de la Ville depuis trop longtemps !**

Les cellules de remplacement et la plateforme de recrutement Goshaba ont fait la preuve de leurs limites ! Ce qui manque ce sont des agent.es titulaires en nombre suffisant ! Les besoins sont là !

De l'absence de considération à la déconsidération !

Pour tous ces sujets nous interpellons sans relâche l'administration avec détermination et opiniâtreté. Contrairement à ce que nous aurions pu penser il ne s'agit pas d'une absence de considération due à une « méconnaissance » des réalités de terrain. Il ne s'agit pas non plus d'un manque de recul au regard de la réforme des rythmes éducatifs. **Aujourd'hui le constat est qu'il n'y a ni prise en compte des difficultés, ni reconnaissance des revendications, ni améliorations des conditions de travail, ni appréciation réelle des valeurs métiers.** Désormais nous sommes particulièrement inquiet.es car il est clair que la Ville de Paris déconsidère le secteur de l'animation, et le PEDT n'y changera rien. Déconsidérer c'est penser qu'il est inutile de prendre en considération car il est estimé que cela n'en vaut pas la peine. Le PEDT vaut la peine d'être pensé et mis en valeur comme témoin

d'une pensée du champ de l'animation mais n'en valent pas la peine les agent.es qui le mettront en acte au plus près des usager.es, ici les enfants. En désolidarisant la pensée de l'acte, l'administration renvoie les agent.es à une absence de valeur qui les invisibilise. Rendus invisibles et remplaçables, c'est à dire le contraire de sujets responsables. C'est bien pratique quand on veut éviter toute forme de contestation... D'ailleurs actuellement une expérimentation en maternelle dote les agent.es de gilets bleus estampillés animation Ville de Paris. Sous couvert d'identification voilà en fait une bonne occasion de leur donner un semblant d'identité à moindre frais ! Vive les apparences !

Se sentir déconsidéré.es génère pour certain.es un désir de lutte, une volonté de défendre leurs convictions, pour d'autres ce sera de la colère avec pour corollaire un sentiment d'impuissance, pour d'autres enfin ce sera du ressentiment né de la frustration. Le risque non négligeable du ressentiment est qu'il devienne à terme un poison pour la démocratie. Pour lutter contre cela,

**nous continuerons de nous battre et de défendre le droit des salarié.es à travailler dignement,
dans le respect de leurs conditions de travail,
dans le respect de leurs valeurs professionnelles,
dans le respect de leur capacité à penser leurs aspirations,
dans le respect de leur capacité à construire une solidarité courageuse,
parce que penser et agir sont essentiels pour faire société ensemble**

Paris, le 21 octobre 2021

Portable SUPAP-FSU DASCO : 06 46 36 93 97

Mail SUPAP-FSU DASCO : supapfsudasco@gmail.com

Blog internet du syndicat : <http://www.supap-fsu.org>